
Conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi

Extrait de l'article 31 de la [Loi sur l'Université du Québec](#) :

Toute université constituante est une personne morale.

Elle peut notamment exercer les mêmes pouvoirs que ceux qui sont conférés à l'Université par les paragraphes c à j de l'article 4; l'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes c à h dudit article est soumis aux conditions fixées par règlement de l'Assemblée des gouverneurs, lequel peut requérir l'autorisation de l'Assemblée des gouverneurs, du Comité exécutif ou du président.

Un règlement visé au deuxième alinéa entre en vigueur à la date de sa publication à la Gazette officielle du Québec.

La composition, les mandats, les conflits d'intérêt et autres thèmes sont définis dans les articles 32 à 46 de la Loi sur l'Université du Québec.

Les articles 5.1 et 5.2 du [règlement général 1](#) « Organisation et dispositions générales en matière d'enseignement et de recherche » font également mention d'autres responsabilités du Conseil d'administration.

Devoirs d'impartialité, d'indépendance, de loyauté et obligations des administrateurs en vertu du Code civil du Québec

L'Université, personne morale agit par l'entremise de son Conseil d'administration, composé de ses membres appelés administrateurs.

En vertu du droit actuel, vous agissez comme mandataire de l'Université. En effet, l'article 321 du [Code civil du Québec](#) se lit comme suit :

*« L'administrateur est considéré comme **mandataire** de la personne morale. Il doit, dans l'exercice de ses fonctions, respecter les obligations que la loi, que l'acte constitutif et les règlements lui imposent et agir dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés. »*

En conséquence, à titre d'administrateur, vous êtes soumis aux mêmes obligations envers l'Université qu'un mandataire envers son mandat. Ainsi, compte tenu des articles 321 à 324 et 2138 du Code civil du Québec, vous êtes tenu à des obligations dites de « fiduciaires » ce qui veut dire en droit québécois, d'agir essentiellement en personne raisonnable.

L'article 322 nous indique :

« L'administrateur doit agir avec prudence et diligence. Il doit aussi agir avec honnêteté et loyauté dans l'intérêt de la personne morale. »

L'administrateur doit toujours agir et participer à la prise de décision en fonction du meilleur intérêt de la personne morale, sans manifester de préjugés ou favoriser ses intérêts personnels. En particulier, l'administrateur ne peut abuser de ses pouvoirs afin d'en retirer un profit personnel ou les exercer de manière discriminatoire.

En vertu de la Loi sur l'Université du Québec, une partie des membres du Conseil d'administration sont nommés par les divers groupes constituant la communauté universitaire, ou sont issus de différents milieux socioéconomiques. Il est important de souligner qu'une fois nommé, l'administrateur ne représente plus ces groupes ou ces milieux, mais doit agir avec indépendance et dans le seul intérêt de l'Université.

Lorsqu'il s'agit de décider ou de choisir entre les intérêts des divers groupes composant le milieu universitaire, l'administrateur doit faire preuve d'impartialité et agir de bonne foi, en évitant de favoriser indûment certains d'entre eux et en ayant d'abord en vue l'intérêt de l'Université et sa mission.

« L'administrateur doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur. » (Art. 324 C.c. Q).

Cette règle d'ailleurs a été reconnue dans une décision rendue par la Cour Supérieure dans l'affaire « Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières. c. Gérard Pelletier, no 400-05-001056-820 (C.S.). ».

Dans cette affaire, l'association étudiante en cause avait désigné l'étudiant qui devait par la suite être nommé, à titre de représentant étudiant, au sein du Conseil d'administration de l'UQTR.

N'approuvant pas les prises de décision de ce représentant, l'association s'est présentée à la cour afin d'obtenir sa destitution du Conseil d'administration de l'Université. La Cour Supérieure a nié ce droit à l'association étudiante soulignant, entre autres, que la position adoptée par l'association l'était au mépris de la conscience de la personne nommée au Conseil d'administration et des principes de saine représentation.

En plus de préciser les devoirs et obligations des administrateurs de la personne morale, la réforme du Code civil a également codifié certains aspects aux articles 323 à 326 du Code civil du Québec.

À titre d'exemple, l'article 323 précise que :

« L'administrateur ne peut confondre les biens de la personne morale avec les siens; il ne peut utiliser, à son profit ou au profit d'un tiers, les biens de la personne morale ou l'information qu'il obtient en raison de ses fonctions, à moins qu'il ne soit autorisé à le faire par les membres de la personne morale. »

Cet article a pour objet notamment de protéger les membres d'une personne morale contre l'utilisation par l'administrateur des biens de la personne morale à son propre profit ou à celui d'un tiers. Il couvre également l'utilisation de l'information obtenue par l'administrateur dans l'exercice de ses fonctions.
